

MAP : comment associer les personnels à la destruction de leurs missions et de leurs emplois ?

La communication adressée cette semaine aux agents de la DGFIP dans le cadre de la Modernisation de l'Action Publique (MAP) est source d'inquiétude pour les agents.

Dans un message aux Fédérations des Finances, le Secrétariat Général des ministères économiques et financiers vient de rappeler que l'un des axes essentiels de la MAP prévoit l'association étroite des agents à la démarche de modernisation.

Dans cet esprit, le Gouvernement a donc lancé une campagne d'information intitulée « *innover et simplifier avec les agents publics* ».

Cette campagne vient en complément des dispositifs de concertation (sic !) mis en place au plan ministériel, ou dans certaines directions, comme à la DGFIP, lorsque celles-ci préparent un « projet stratégique » qui est la déclinaison opérationnelle de la MAP.

Elle comporte l'ouverture, à compter du 1er mars et pendant une période de 2 mois, d'un site (<http://www.innover.modernisation.gouv.fr>) ouvert à tous les agents publics de l'Etat. Sur ce site, les agents pourront faire des propositions sur 3 thèmes principaux :

- rendre un meilleur service,
- améliorer le fonctionnement interne,
- simplifier les réglementations.

Les agents pourront aussi s'exprimer sur les propositions faites par d'autres agents (avec tous les risques de dérives que cela peut comporter).

Le Secrétariat Général à la MAP, qui assure la modération du site, sera chargé de l'analyse des propositions et du plan d'actions qui suivront.

Un Groupe de Travail Ministériel est prévu le 10 avril prochain sur ce sujet avec les Fédérations des Finances.

Il est à rappeler que, à la DGFIP, environ 5 % des agents(1) a participé à la réflexion « démarche stratégique » et que trois organisations syndicales (FO, CGT et CFDT), qui représentent 60 % des personnels, refusent aujourd'hui de s'engager dans une « concertation » sur cette démarche stratégique mortifère pour les services et les emplois.

Pour ce qui est de la MAP, le gouvernement installe d'ores et déjà une opération de contournement des OS et des représentants du personnel en mettant en œuvre cette procédure de « démocratie directe ».

Le Syndicat National F.O.-DGFIP appelle les personnels à ne pas participer à ce simulacre de consultation qui a pour but de soutenir devant l'opinion publique que les agents publics cautionneraient, à travers la MAP, une politique de régression des services publics.

(1) dont un certain nombre après avoir subi des pressions plus que soutenues de la hiérarchie locale.